

6

Le nationalisme congolais de « possession » et la crise de l'État-nation dans le processus de mondialisation. Cas de la République démocratique du Congo

Jacques Tshibwabwa Kuditshini

Introduction

L'idéologie nationaliste est au cœur de la réflexion contemporaine. Il est difficile de comprendre le monde moderne et les conflits qui opposent différents pays sans interroger le nationalisme. La question nationale se pose donc aujourd'hui, à divers degrés d'acuité et sous diverses formes, et elle se pose partout. Elle hante, pourrait-on dire, un monde que les forces techniques unifient, mais dont les hommes continuent à vivre dans des communautés soumises à des dynamismes psychosociaux spécifiques. Mais le fondement de l'idée nationale varie grandement d'un État à un autre. Il y a le nationalisme des vieux pays d'Europe et celui des jeunes États africains issus de la décolonisation. Le nationalisme congolais dont il est question dans cette étude s'inscrit dans cette dernière perspective. Bien que répondant aux critères généraux de tout nationalisme, le nationalisme congolais fait souvent de la protection des richesses naturelles de la RDC contre l'exploitation étrangère son cheval de bataille. C'est un nationalisme construit surtout autour des richesses fabuleuses que possède ce pays. Nous le qualifions de « nationalisme de possession ».

Ce nationalisme congolais est le fruit du pillage systématique des richesses de la RDC pendant la colonisation. Il a été soutenu à la veille et aux premières heures de l'indépendance par le premier Premier ministre de la RDC, Lumumba, et les autres leaders nationalistes. Déjà à cette époque, ce projet avait échoué. Récemment encore (1997-2001), le Président LD Kabila qui a prétendu être l'héritier du lumumbisme, en a fait aussi sa clé de voûte. On en connaît le résultat. Ce nationalisme n'a pas empêché aux États voisins de la RDC et aux multinationales étrangères de se livrer à une exploitation illégale des ressources naturelles de ce pays, dans l'indifférence de la

communauté internationale. Il n'est pas d'ailleurs exclu que la mort tragique du Président LD Kabila soit liée à sa propension à prêcher ce nationalisme à tout moment.

Il apparaît donc clairement que ce nationalisme congolais (de possession) est en mauvaise posture face au processus de mondialisation piloté par les puissances centrales. Dès lors, que deviennent ce nationalisme et l'État-nation congolais dans ce processus de mondialisation, porteur de violence du reste ? En cherchant à étouffer le nationalisme congolais (pour accéder à tout prix aux richesses de la RDC), la mondialisation ne l'exacerbe-t-elle pas ou ne favorise-t-elle pas le retour du national ? N'est-il pas néanmoins indiqué de repenser aujourd'hui ce projet nationaliste pour en faire, de concert avec les autres types de nationalisme, un instrument efficace de réalisation de l'idéal panafricaniste ?

À première vue, on ne peut s'empêcher de reconnaître que le nationalisme congolais apparaît bien fragile dans une époque qui n'est plus celle des grandes constructions nationales et où le monde est conquis par des sociétés multinationales qui se livrent une guerre permanente pour le contrôle des marchés et qui tentent de subordonner toutes les activités humaines à la logique du profit. Néanmoins, les contradictions qu'engendre ce processus de mondialisation qui prétend unifier alors qu'il divise et est porteur de violence, pourrait consolider davantage le nationalisme congolais. Cependant, pour que ce dernier soit efficace et opérant, il doit s'appuyer sur un autre type de nationalisme que nous qualifions de « nationalisme de personnalité ». C'est la combinaison et la valorisation simultanées de ces deux types de nationalisme qui donneront au nationalisme congolais une signification profonde et lui permettront de contribuer à la vivification du projet panafricaniste (lui-même repensé à la lumière des récents défis) en vue de construire une Afrique plurielle mais unie politiquement et économiquement, capable soit de faire face au processus de mondialisation, soit de se l'approprier.

À ce titre, cette étude se propose d'abord de cerner brièvement la dialectique existant entre la nation et le nationalisme et de relever aussi les différentes variantes du nationalisme au rang desquelles figure le nationalisme congolais de possession qui est encore en construction intellectuelle (premier point), cela permettra de situer ses origines dans le passé lointain et immédiat, ainsi que les facteurs de sa radicalisation (deuxième point).

Le troisième point de cette réflexion fait état des difficultés rencontrées par les pères des indépendances africaines, et particulièrement les leaders nationalistes congolais (Lumumba notamment) pour défendre ce nationalisme en 1960 déjà. Il ne fait aujourd'hui l'ombre d'aucun doute que les événements tragiques qui se sont succédé au lendemain de l'indépendance en RDC (mutineries, secessions, rébellions, assassinats, instrumentalisation du groupe de Binza...) trouvent en dernière instance leur profonde explication dans la tentative des puissances centrales d'étouffer ce nationalisme de protection de richesses (dont les enjeux réels n'étaient peut-être pas calculés par Lumumba dans le contexte de la guerre froide) et de rétablir un pouvoir non hostile à leurs intérêts.

Mis donc en hibernation par et sous le régime de Mobutu, le nationalisme de possession refera surface à la faveur du régime manifestement pro-lumumbiste instauré par LD Kabila. Mais ce nationalisme a eu du mal à protéger lesdites richesses dans un processus de mondialisation piloté par les puissances occidentales et dominé par les multinationales qui se font une guerre permanente pour accéder aux matières premières et aux débouchés, en recourant même à la violence (quatrième partie). Le cinquième point intitulé le « nationalisme congolais en quête de nouvelles formules » propose quelques voies et moyens susceptibles de redynamiser le nationalisme de possession congolais et d'en faire un instrument d'ouverture à tous les pays du monde en général (dans une coopération qui implique un partenariat sincère et responsable) et à ceux de l'Afrique en particulier pour la réalisation du projet panafricaniste revisité à la lumière des enjeux actuels de la mondialisation.

De la dialectique entre la nation et le nationalisme

Le phénomène national est tout à fait inséparable de l'avènement et du développement de la société moderne. Celle-ci est au sens strict la société industrielle née en Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles, une société du machinisme qui, après s'être épanouie notamment en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne, devait gagner les États-Unis, le Japon et l'URSS.

À ce titre, Fougeyrollas (1968:31) estime que

la nation est le mode global d'existence de la société moderne, et qu'elle est formée par un double processus d'agrégation entre ethnies et de ségrégation s'opérant parmi les éléments matériels et spirituels de la totalité culturelle antérieure et parmi les hommes et les collectivités établis sur un certain espace.

L'existence de la nation a entraîné un sentiment d'appartenance à cette communauté, sentiment qui aura été finalement la force psychique la plus intense et la plus répandue de l'ère moderne. En effet, le sentiment d'appartenance à la nation a nourri une idéologie moderne, le nationalisme. Et ce sentiment, comme nous l'avons mentionné au début de cet article, doit être placé au cœur de la réflexion contemporaine. Comme l'a si bien dit Sargent (1987:19), il est absolument impossible de comprendre le monde moderne sans le nationalisme, parce que ce dernier « participe presque toujours aux nombreux conflits entre différents pays et différentes idéologies de sorte que pour mieux comprendre ces conflits, il faut interroger d'abord le nationalisme ».

Il apparaît donc clairement que la nation est un phénomène socio-historique et que le nationalisme est une idéologie. À ce titre, il convient de rappeler que « ce n'est pas le nationalisme qui engendre la nation. C'est au contraire la nation qui engendre le nationalisme. Une fois né, le nationalisme, comme idéologie, entre en interaction avec la nation, comme réalité socio-historique » (Fougeyrollas 1968:45). Alors s'établissent des relations de type dialectique entre ces deux réalités. Ainsi comprise, l'idéologie nationaliste revêt plusieurs visages dont nous examinons quelques-uns dans les lignes qui suivent.

Différentes variantes du nationalisme

Les fondements de l'idée nationaliste varient grandement d'un État à un autre. Tel nationalisme se réclame d'une supériorité ethnique, tel autre de l'universalité de la culture ; on en connaît d'amers, de florissants, de défensifs et d'offensifs. Certains chercheurs estiment qu'il est possible d'établir une distinction entre un bon nationalisme qui serait révolutionnaire, démocratique et libérateur et que l'on appellerait le *patriotisme*, et un mauvais nationalisme, agressif et oppressif, auquel on réserverait ce dernier qualificatif (Sureau 1988:14). Fougeyrollas (1968:46) avait déjà eu le mérite de relativiser cette distinction tranchée en précisant qu'il faut penser dialectiquement et reconnaître que le sentiment national a été et demeure indissociablement libérateur et oppressif, démocratique et agressif, révolutionnaire et conservateur. Tout en ne remettant pas en cause ce correctif d'importance majeure apporté par l'auteur précité, nous pensons néanmoins, que de manière générale, le nationalisme revêt souvent un visage d'exclusion ou de rejet, qui souvent conduit à des dérives qu'il faut évidemment dénoncer.

Ceci se remarque d'ailleurs par la conception que nous avons, tous sans exception, de l'étranger. L'étranger aujourd'hui, c'est tout simplement le non-national, celui qui n'a pas la nationalité de l'État sur le territoire duquel il se trouve. Dans la représentation que les sociétés se font de l'étranger, dit Lochak (1985:14) :

on peut discerner un invariant, une constance, repérable tant au niveau des données sociopolitiques que dans les termes qui servent à le désigner, et qui renvoie sans nul doute (et c'est la raison de sa permanence) à quelque chose de plus profond, dans l'ordre du psychisme et de l'inconscient. L'étranger est celui qui n'appartient pas à la communauté politiquement constituée, qui est différent, et dont l'altérité et la différence provoquent une réaction instinctive de méfiance, de rejet, voire de haine à son égard de la part des membres du groupe.

L'étranger n'existe pas en soi, ce n'est pas une essence mais un construit social lié autant à des représentations abstraites qu'à des données concrètes (Lochak 1985:13), affirme-t-il encore.

L'étranger c'est donc l'autre, le « out group ». L'apparition de l'État-nation et l'universalisation de la forme étatique ont joué un rôle majeur (mais néfaste bien sûr), dans la perception de l'étranger. Poulantzas (1978:116-117) rappelle à cet effet que

L'apparition de frontières, au sens moderne du terme, fixe un dedans et un dehors : à l'intérieur du territoire ainsi délimité et clôturé, l'État poursuit son œuvre d'homogénéisation et d'unification qui permet de réaliser l'unité des individus du peuple-nation ; et le non-national, hétérogène et inassimilable, devient, au sens propre, un corps étranger.

Si on s'inscrit dans cette perspective, on voit bien que la nation aura tendance à se construire contre les autres nations et la haine de l'étranger alimentera davantage le sentiment national.

Par le biais donc de la globalisation de l'étranger, on retombe, une fois de plus, dans la problématique du phénomène nationaliste, comme élément de rejet ou d'exclusion, et cela bien entendu, dans toutes les sociétés. Nous montrerons plus loin, comment le nationalisme congolais (nationalisme de possession) s'est construit autour des richesses que possède la RDC, entraînant un sentiment de rejet ou d'exclusion de l'Occident d'abord, et des pays voisins ensuite, ainsi que le danger que ce nationalisme de possession constitue aujourd'hui dans le processus de mondialisation. Un autre élément qui exacerbe le nationalisme d'exclusion, qui assure sa permanence et qui fait de lui un phénomène universel, est le fait qu'il s'accroche aujourd'hui à une force qui la dépasse. Guéhenno (1995:23) l'affirme quand il dit « on pourrait faire le tour du monde, et montrer que, sur des continents entiers, l'idée nationale ne survit aujourd'hui qu'en s'alliant à des forces qui la dépassent : la religion, la race, l'idéologie, la tribu ».

Contrairement à Guéhenno, nous pensons que si la religion est une force sur laquelle s'appuie le nationalisme, ce dernier est alors une super-force en ce sens qu'il peut, de manière simultanée, mobiliser la tribu, la religion, la race, la protection des richesses... pour atteindre les objectifs qu'il se propose. Si un tel paramètre peut en influencer quatre ou cinq à la fois, c'est qu'il exerce un pouvoir sur ces derniers. Ensuite, si, au nom de la religion ou de la tribu (forces alliées au nationalisme selon la formule de Guéhenno), un individu est capable de massacrer 50 personnes ou des dizaines de milliers de personnes, c'est que le nationalisme dispose d'une capacité de nuisance hors du commun et que sa durée de sa vie est encore longue. Donc, nationalisme de « purification » serbe, intégrisme religieux islamique, nationalisme défensif ou de repli sur soi, nationalisme tribal, nationalisme des vieux pays d'Europe et celui des jeunes pays colonisés, nous ne pensons pas qu'il faille reléguer au second plan ces mouvements d'identification obscurs, étrangers et irréductibles.

Ce balisage théorique était important pour nous permettre d'examiner l'émergence et la consolidation d'un des nationalismes des pays anciennement colonisés. Il s'agit du nationalisme congolais que nous qualifions de « nationalisme de possession ».

Le nationalisme de possession congolais

La revue de la littérature

Des études importantes ont déjà été menées en RDC sur le nationalisme et l'État-nation congolais. Il ne rentre pas dans notre intention de les inventorier et d'en faire une analyse critique dans un texte dont le nombre de pages est logiquement limité. L'objectif poursuivi dans cette partie est d'indiquer les thèmes ou les pistes qui sont généralement exploités quand on évoque le phénomène nationaliste, d'en circonscrire les contours et d'établir une ligne de démarcation entre ces thèmes et le nôtre dans le cadre de la nouvelle grille de lecture que nous faisons du nationalisme congolais.

Généralement, la plupart des études portant sur le nationalisme analysent ce phénomène avant et après l'indépendance. Avant l'indépendance, l'attention des chercheurs est souvent portée sur les causes de l'émergence et de la consolidation du

nationalisme congolais, ainsi que sur ses conséquences sur la fin de la colonisation et l'accèsion de la RDC à la souveraineté nationale et internationale. Pendant la colonisation, le nationalisme fut un sentiment de rejet dirigé contre la puissance coloniale, en l'occurrence la Belgique ; il s'est donc manifesté en RDC et dans les pays colonisés avant tout comme un refus des autres. De Schrevel (1967:498) trouve qu'on oublie toutefois que le nationalisme, peut-être plus pour les pays du Tiers-Monde que pour ceux d'Europe et d'Amérique latine, est presque synonyme de décolonisation qui, à son tour, suppose colonisation et conquête.

Ces études mettent donc en relief le rôle de premier plan qu'a joué ce nationalisme dans la réussite de la révolution nationale de 1960, celle-ci étant bien entendu considérée comme une « insurrection populaire contre la domination étrangère et se caractérisant par le désir de la population de réaffirmer sa dignité comme peuple et comme nation » (Nzongola 1970:382). La révolution nationale est donc une révolution anticoloniale. Abdel Malek (1967:248-250) parlant du phénomène nationalitaire, expression qu'il préfère de loin au nationalisme, écrit :

Le phénomène nationalitaire est une lutte menée contre les puissances impérialistes d'occupation et qui propose pour objectif (par-delà l'évacuation du territoire national, l'indépendance et la souveraineté de l'État national, le déracinement en profondeur des positions de l'ex-puissance occupante) la reconquête du pouvoir de décision dans les domaines de la vie nationale, prélude à cette reconquête de l'identité qui est au cœur de l'œuvre de renaissance, entreprise à partir de mots d'ordre nationaux et fondamentaux, et sans cesse combattue, par tous les moyens, sur tous les terrains, et notamment sur le terrain intérieur.

Après l'indépendance, la plupart des études consacrées au nationalisme mettent l'accent soit sur le rôle que ce dernier peut jouer dans le processus d'intégration nationale, soit sur la problématique de la consolidation de la conscience nationale par rapport aux particularismes ethniques, soit encore sur la question de la nationalité et de la citoyenneté qui lui est sous-jacente.

Mais au nombre des travaux scientifiques consacrés au nationalisme, l'étude de Kabuya (1986) intitulé « Idéologies zaïroises et tribalisme » mérite une attention particulière à cause de sa spécificité, mais aussi de nombreux débats qu'elle suscite souvent dans le chef de spécialistes quant à certaines affirmations. Cette étude porte sur l'histoire politique de la RDC par le biais d'une analyse des idéologies, parmi lesquelles le nationalisme bien entendu. L'unique aspect intéressant de cette étude est l'effort de théorisation et de conceptualisation que l'auteur précité a consenti et qui l'a conduit à mettre en route des concepts comme le nationalisme tribal qu'il oppose au nationaltribalisme. Le premier étant, d'après l'auteur, la défense des intérêts collectifs liés à un espace propre (tribu), le deuxième étant une pratique fonctionnant comme défense des intérêts privés liés à un espace politique « supra-tribal » ou plutôt superposé et appelé autant à réduire l'espace tribal qu'à le maintenir dans une certaine forme.

Importante encore est la classification que Kabuya (1986) opère des nombreux courants de pensée qui ont prévalu pendant la colonisation et même après la colonisation. C'est dans ce cadre qu'il parle des partis « nationalistes unitaristes », des partis « nationalistes fédéralistes », « des conservateurs fédéralistes » et des « révolutionnaires populistes ». Mais comme j'ai eu à le dire plus haut, le caractère parfois passionné de certaines affirmations fait de cette étude une de celles qui suscitent des débats houleux. Il ressort donc de cette revue de littérature que nulle part il n'a donc été fait allusion au type de nationalisme congolais dont nous parlons dans le point suivant.

Le nationalisme de possession congolais'

Le concept nouveau et quelque peu bizarre de nationalisme de possession que nous mettons en route traduit l'effort de théorisation et de conceptualisation que nous sommes entrain de mener en vue d'adapter l'explication du phénomène nationalitaire aux réalités sociopolitiques et économiques de l'heure dominées par le processus de mondialisation. Les mutations intervenues en RDC depuis 1990 jusqu'à ce jour ont fait de celle-ci une société en proie à une crise multiforme, qui se traduit par une succession d'événements et de faits au contour particulier, fruits sans nul doute d'une instabilité politique sans précédent.

La RDC est en effet l'unique pays africain à avoir connu la transition la plus longue et la plus tumultueuse. Déclenchée depuis 1990, la transition congolaise aura déjà duré 15 ans. Pendant cette période, deux régimes se sont succédé, celui de Kabila père et celui de Kabila fils ; plus de 12 gouvernements ont été élaborés et chaque fois remis en cause ; plusieurs conclaves et négociations ont été initiés mais sans résultat palpable ; deux grandes réformes monétaires ont été entreprises sans pour autant valoriser la monnaie nationale ; deux grandes guerres ont été déclenchées, la deuxième ayant d'ailleurs nécessité l'intervention de troupes de sept pays africains. La RDC est l'unique pays africain à voir deux armées étrangères violer son territoire et s'y livrer une bataille pour contrôler une de ses riches provinces, en l'occurrence la province orientale, dans l'indifférence de la communauté internationale. Les richesses de ce pays ont été exploitées illégalement et pillées aussi bien par ces États voisins bien identifiés et par des sociétés multinationales, au point d'amener le Secrétaire général de l'ONU à initier une enquête sur le pillage des ressources de la RDC, enquête sanctionnée du reste par trois rapports. La RDC est aujourd'hui l'unique État africain à être dirigé par un Président de la République et quatre Vice-présidents issus des ex-mouvements rebelles convertis aujourd'hui en partis politiques de circonstance. La liste de ces événements particuliers n'est pas exhaustive.

Les événements se succèdent donc en RDC à un rythme très rapide et avec une particularité qui oblige les chercheurs que nous sommes à mettre en place des épistémologies et des méthodologies issues de ces réalités, de la praxis sociale. Cette réflexion rentre donc dans le cadre de celles qui se proposent de sortir la science politique africaine et congolaise en particulier de l'impasse où elle se trouve et qui avait déjà été dénoncée en 1977 par Ilunga et récemment par Bongeli (2002). Nous utilisons donc une grille de lecture différente de celles qu'on a eu l'habitude d'utiliser jusqu'à ce

jour pour analyser le nationalisme congolais. Cette grille de lecture « réinterprétée, non en fonction d'un acteur particulier, mais du peuple comme sujet historique, au sens où Alain Touraine parle d'une société qui se constitue comme agent d'historicité » (Mwabala 1995:10), est donc dictée par les mutations ci-dessus évoquées intervenues en RDC depuis 1990 et qui ne sont pas détachables du contexte de mondialisation.

Nous définissons donc le nationalisme de possession comme celui qui se construit autour des richesses que possède la RDC. C'est un nationalisme qui fait de la protection des richesses naturelles de la RDC contre l'exploitation étrangère, son cheval de bataille. L'élément qui vivifie souvent ce nationalisme et qui le rend virulent, c'est la prépondérance de l'élément « richesse » ou « avoir » dans sa manifestation et le désir effréné de voir ces richesses profiter aux Congolais. Le nationalisme de possession (ou de l'avoir) est à ce titre un nationalisme d'exclusion ou de rejet des autres qui sont perçus comme des ennemis effectifs ou potentiels des intérêts du peuple congolais. Il répond à tous les critères généralement évoqués pour définir le nationalisme : conscience d'appartenir à un groupe ou conscience nationale, identification au groupe ou identité nationale, existence d'une dimension géographique pour un groupe donné (il existe quelques exceptions à cette règle), amour du groupe ou patriotisme, et volonté d'actions destinées à mettre le groupe en valeur (Sargent 1987:19).

Mais la référence et même la révérence aux richesses abondantes, fabuleuses et diverses de la RDC, leur exaltation, la convoitise qu'elles n'ont jamais cessé de susciter ainsi que la prise de conscience par le peuple congolais des malheurs, ennuis, désolations et désarrois dont il est l'objet de 1960 à ce jour à cause de ces richesses, ont fini par créer un sentiment nationaliste tourné essentiellement vers la mise à l'abri de ces richesses contre les puissances prédatrices. Ce sentiment a été accentué par l'indifférence de la communauté internationale face à l'agression dont la RDC a été victime le 2 août 1998, agression dont les motivations économiques (pillage des ressources naturelles par les Rwandais, les Ougandais aidés en cela par les puissances occidentales) ont été mises en relief par l'ONU, et par la guerre que se livrent les entreprises multinationales pour le contrôle des ressources minières congolaises dans le contexte de la mondialisation.

D'ailleurs, ce n'est pas un secret : l'anti-américanisme se porte bien à Kinshasa et à l'intérieur du pays, et la pomme de discorde demeure la mainmise sur les richesses de la RDC de l'Occident.

Avant de passer au troisième volet de cette réflexion, nous estimons qu'il est utile de dire un mot sur les « fameuses ressources naturelles » tant convoitées de la RDC, en vue de donner aux lecteurs une idée sur les potentialités dont dispose ce pays et dont la mise en valeur effective grâce aux ressources financières africaines (si on en a bien sûr) peut profiter non seulement aux Congolais, mais à toutes les populations de l'Afrique, et faire du panafricanisme une réalité et non un rêve.

Au rang de ces nombreuses ressources naturelles figurent le pétrole, le diamant, le cobalt, l'or, le lithium, le thorium, l'arsenic, le germanium, l'uranium, le

colombotantalite, etc. Il importe de faire remarquer que cette liste inclut les minerais qui étaient jusqu'alors connus et enseignés, dont le cuivre, le cobalt, l'or, le diamant, l'uranium. Tandis que le thorium, l'arsenic, le germanium, le colombotantalite ont fait l'objet d'une grande campagne médiatique à la faveur de la guerre de 1998, à cause justement de leur exploitation illégale par les agresseurs. Il n'est pas exclu que d'autres ressources soient découvertes si jamais des recherches géologiques et pédologiques sont entreprises sur toute l'étendue du pays. Le cas du pétrole mérite néanmoins une attention particulière. Depuis toujours, la RDC n'est jamais passée pour un grand pays producteur de pétrole. Tout le monde sait qu'elle ne disposait que de quelques gisements de pétrole (à Muanda, à l'ouest du pays) exploités du reste depuis plusieurs décennies. Mais une carte secrète de la Banque mondiale établie en juillet 1985 a révélé l'existence de trois bassins pétroliers sur l'ensemble du territoire congolais : la côte atlantique et le Bas-Congo, la cuvette centrale et les Grands Lacs (graben) (Kibanda 2003). D'après Kibanda, ce pétrole congolais qui n'a jamais été exploité contient non seulement beaucoup de soufre, mais aussi de bitumes.

Au regard de ce bref aperçu, il apparaît clairement que la RDC est un véritable réservoir de matières premières. En effet, l'exploitation de ces richesses depuis 1885 et surtout leur utilisation pendant la Seconde Guerre mondiale par les alliés auraient suffi à épuiser plusieurs gisements de minerais. Dans un document intitulé « La guerre totale au Congo » Ford (1943:6) fait mention du soutien qu'avaient apporté à la Belgique les peuples de son empire colonial pendant les deux guerres mondiales, et leur contribution vitale à la victoire finale. Le Congo, dit l'auteur,

est devenu un magasin et un arsenal de la démocratie. Son cuivre, son étain, ses maintes autres matières premières se transforment en armes qui permettront de libérer la Belgique et tous les autres pays opprimés ; ses produits alimentaires contribuent déjà à soutenir les Nations Unies au moment de leur épreuve la plus rude, et seront déversés copieusement pour ravitailler l'Europe quand elle sera de nouveau libérée.

Quand on parcourt ce livre, on y trouve des statistiques relatives à la production des biens dans tous les domaines, ainsi que l'importance des ressources du Congo pendant ces guerres.

Ces données nous placent en bonne posture pour expliquer comment est né le nationalisme de possession congolais et comment il a évolué dans le temps jusqu'au point de se cristalliser et devenir virulent à l'ère de la mondialisation.

Histoire du nationalisme de possession congolais

De la mission civilisatrice du colonisateur à la colonie d'exploitation

Lutter contre l'esclavage et civiliser les populations indigènes, tels sont les deux grands prétextes qu'utilise le roi Léopold II des Belges, lorsqu'il entreprend des manœuvres sordides destinées à se tailler un empire colonial au cœur de l'Afrique. Le résultat de ces stratégies est connu de tous : le 23 février 1885, les puissances occidentales réu-

nies à la Conférence de Berlin reconnaissent l'État indépendant du Congo comme l'immense propriété privée de Léopold II. Malheureusement, l'État indépendant du Congo n'a été qu'une colonie d'exploitation, ses richesses ont été systématiquement pillées et exportées vers la Belgique et l'Occident. Dans une lettre adressée aux Secrétaires généraux, Léopold II s'exprimait d'ailleurs en ces termes

Le Congo a donc été et n'a pu être qu'une œuvre personnelle. Or, il n'est pas de droit plus légitime et plus respectable que le droit de l'auteur sur sa propre œuvre, fruit de son labeur (...). Mes droits sur le Congo sont sans partage ; ils sont le produit de mes peines et de mes dépenses. (...) Le mode d'exercice de la puissance publique au Congo ne peut relever que de l'auteur de l'État ; c'est lui qui dispose légalement, souverainement, et qui doit forcément continuer à disposer seul, dans l'intérêt de la Belgique, de tout ce qu'il a créé au Congo (Martens 1985:15).

L'exploitation de cette colonie s'est effectuée à la faveur de ce qu'on a appelé la trinité coloniale c'est-à-dire l'église, le capital et le pouvoir d'État. Évidemment, l'exploitation d'un immense territoire habité par des peuples hostiles à la présence étrangère ne pouvait pas se faire sans l'oppression, la répression et les pratiques déshumanisantes. La colonisation belge a été d'ailleurs l'une des plus autoritaires et totalitaires, de par ses méthodes d'administration et d'exploitation qui ont sans nul doute éveillé dans le chef de certaines personnes, la conscience d'un pays exploité et pillé.

L'éveil de la Conscience nationale

L'éveil de la conscience nationale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale a fait que les Congolais puissent focaliser davantage leur attention sur le pillage des ressources dont leur pays était victime pendant toute la période coloniale. « Il était d'ailleurs fréquent de voir un colon venu de la Belgique avec une culotte et une chemise, s'acheter, quelques mois seulement après, une villa, alors que le standing de vie du colonisé était resté le même », nous racontent souvent ceux qui ont vécu les affres de la colonisation. C'est dans ce contexte que naît, à notre avis, le nationalisme congolais, comme mouvement qui revendique bien sûr l'indépendance, mais avec comme toile de fond la sauvegarde des richesses de la RDC.

La neutralisation des forces nationalistes, qui avaient pourtant remporté démocratiquement les élections de 1960, par les puissances impérialistes et l'instauration d'un régime favorable aux visées néocolonialistes ont démontré à suffisance la volonté de ces grandes puissances de continuer à avoir la mainmise sur les richesses de la RDC. Ces événements ont encore permis au nationalisme congolais de se consolider autour des richesses du pays tant convoitées par ces grandes puissances. Il faudra attendre le déclenchement du processus de démocratisation en 1990 et la tenue de la Conférence nationale souveraine, pour que les Congolais qui avaient gardé profil bas sous la dictature mobutienne, puissent exprimer de nouveau ouvertement ce nationalisme de rejet, relayé aussi souvent par Monsieur Étienne Tshisekedi farouche opposant au régime du Président Mobutu. On comprendra aussi pourquoi le discours

nationaliste (anti-occidental) développé par LD Kabila quand il a accédé au pouvoir en 1997 a été accueilli favorablement par l'opinion nationale.

Revenons à l'éveil de la conscience nationale d'avant l'indépendance pour dire qu'il a été incarné par des personnalités telles que Lumumba, Mulele... et par les partis politiques qu'ils avaient créés à la veille de l'indépendance. Mais quand on examine les prises de position des uns et des autres, on constate qu'au-delà des différences mineures, l'élément économique constitue la clé de voûte des nationalismes défendus par ces leaders. Le nationalisme unitariste défendu par Lumumba, son acharnement à voir le Gouvernement disposer d'un pouvoir économique réel et ses tentatives visant à empêcher les Occidentaux de s'emparer de deux des provinces les plus riches du pays en ressources minières sont des exemples éloquentes d'un leader nationaliste déterminé à mettre fin à la spoliation et au pillage des richesses du Congo par les puissances occidentales. Il en a même payé de sa vie.

Le nationalisme défendu par le Président Kasavubu était surtout d'ordre culturel et à la limite tribal. Il s'agissait pour lui de défendre la culture Kongo et au besoin de soustraire sa province (celle du Bas-Congo) du reste de l'État congolais. D'ailleurs, Kasavubu ne s'était pas empêché de réclamer à un certain moment l'indépendance de sa province seulement parce qu'il était difficile d'obtenir celle de la RDC tout entière. Cette demande n'ayant pas été acceptée par la Belgique, Kasavubu et son parti l'Abako (alliance des Bakongo), sont de ceux qui ont défendu l'État fédéral lors de la table ronde de Bruxelles en 1960. Mais l'examen des potentialités économiques de la province du Président Kasavubu ne nous permet pas d'évacuer l'élément richesse comme l'hypothèse de base dans l'explication du nationalisme culturel Kongo. Si l'Abako s'est permise, à un certain moment, de réclamer son indépendance à part, elle savait *a priori* que des conditions étaient réunies pour assurer la viabilité de cette entité et rendre effectif le particularisme culturel Kongo. En effet, le plus grand port du pays se trouve au Bas-Congo ; c'est dans la même province où l'on trouvait des gisements de pétrole à cette époque ; le barrage hydro-électrique le plus puissant d'Afrique (Inga) est établi dans cette province du pays. Par ailleurs, cette province regorge aussi de formidables ressources agricoles et forestières, sans parler de la faune. Et puis, elle est la première à être entrée en contact avec les Portugais depuis le XV^e siècle. Avec tous ces atouts, le Bas-Congo pouvait donc solliciter son indépendance.

Quant aux riches provinces du Katanga et du Kasai, leurs visées sécessionnistes relèvent du nationalisme de possession et donc de rejet (d'ailleurs ici il ne s'agit pas seulement du rejet de l'Occident, mais aussi celui d'autres Congolais non originaires de la province. Ceci renvoie d'ailleurs au tribalisme dont nous parlerons plus tard). Les sécessions déclenchées en 1960 par les leaders de ces deux provinces ont été soutenues par la Belgique et par les sociétés capitalistes occidentales qui tenaient à avoir la mainmise sur ces riches provinces pour y exploiter le cuivre, le cobalt, le zinc et le diamant. Cette grille de lecture montre l'importance et le rôle de premier plan qu'ont joué les richesses dans l'émergence et la consolidation du nationalisme congolais de possession. Mais ce projet nationaliste soutenu aux premières heures de l'indé-

pendance par des personnalités ci-dessus nommées, avait été battu en brèche par la haute finance internationale. Le premier Premier ministre de la RDC, Lumumba l'a payé de sa vie. Récemment encore (1997), LD Kabila, qui a prétendu être l'héritier du lumumbisme et s'est fait passer pour un nationaliste, n'a pas résisté à la puissance financière et à la grande capacité de nuisance de l'Occident. Le projet nationaliste doit être donc refondé et rebâti sur des bases solides qui tiennent compte des évolutions actuelles. Nous en parlerons plus loin.

De l'étouffement du nationalisme congolais à la mise en route d'un pouvoir néocolonialiste (1965-1997)

En 1960, le Congo belge accédait à la souveraineté nationale. Les élections législatives organisées en 1960 ont été remportées par les forces nationalistes, particulièrement par le Mouvement national congolais, aile Lumumba. Les forces nationalistes qui prônaient la remise en question de l'ordre établi constituaient une menace pour les intérêts des Occidentaux qui gardaient la mainmise sur les richesses du Congo. C'est pourquoi ils se sont arrangés pour arracher le pouvoir aux nationalistes afin de le confier au groupe de Binza² composé de Mobutu, Nendaka, Bomboko et Ndele.

Sous le régime Mobutu, les Occidentaux ont réalisé de grands investissements qui n'ont rien apporté au Congo, mais qui leur ont rapporté des profits *exorbitants*. C'est le cas du barrage d'Inga, du Centre de commerce international du Congo (CCIC), de la tour de la Voix du Congo... En effet, le barrage d'Inga produit un tiers de l'énergie hydroélectrique du monde, mais ne trouve pas d'acquéreurs à la mesure de ses capacités. Les entreprises qui pouvaient utiliser l'énergie produite par ce barrage dont le coût est estimé à 850 millions de dollars, sont tombées en faillite quand les travaux de construction furent terminés. Par ailleurs, le seul entretien de cette ligne pendant trois ans (de 1983 à 1985) a coûté 15 millions de dollars. Quant à la tour administrative de la Voix du Congo, elle ne fonctionnait plus qu'avec 20 % de sa capacité un an seulement après sa construction. Tel fut aussi le cas du CCIC dont les équipements n'ont jamais fonctionné (Braeckman 1992:225-230).

Comme on peut le remarquer, tous ces investissements ont rapporté des millions de dollars aux Occidentaux qui n'auraient pas cru que Mobutu déraperait de si tôt. Cependant, l'excès de pouvoir va amener ce dernier au dérapage. Les décisions qu'il prend vers les années 1970 seront mal perçues par ses amis occidentaux qui ont fini par se rendre compte que leurs intérêts n'étaient plus garantis au Congo. En effet, Mobutu décida en 1973 le retrait des mains des étrangers des biens, activités économiques et unités de production dont ceux-ci étaient propriétaires et les céda aux seuls Congolais, personnes physiques ou morales. Ce sont ces mesures annoncées lors du discours de Mobutu du 30 novembre 1973 qui sont connues sous le nom de la *zaïrianisation*. À partir de ces mesures, le Congo était devenu un pays à haut risque. Personne ne pouvait y investir. Depuis 1973, les Occidentaux n'ont plus investi au Congo comme avant, « ils n'ont plus exploité les richesses du Congo 'normalement' depuis lors ». À leurs yeux, Mobutu n'était plus l'homme à soutenir.

S'ils ont continué à le soutenir, c'était à cause de la guerre froide, parce que c'est l'homme qui était capable de freiner la poussée du communisme en Afrique centrale. Il apparaissait donc comme la pièce maîtresse de la stratégie occidentale dans la région.

Depuis l'effondrement du bloc communiste, le Congo n'avait plus cette importance stratégique et Mobutu devint un poids gênant pour l'exploitation économique du Congo. Deux possibilités s'offraient aux Occidentaux : soit exiger de Mobutu la bonne gouvernance, soit le faire partir du pouvoir par la voie pacifique et lui assurer une sortie honorable pour services rendus. La première hypothèse n'a pas marché, mais la seconde a quand même abouti à la tenue de la conférence nationale souveraine. Mais Mobutu ayant déjoué la CNS, l'Occident était convaincu qu'il fallait le chasser du pouvoir par la force et le remplacer par un autre chef de l'État qui lui permettrait d'exploiter les richesses et d'avoir la mainmise sur le Congo.

Cependant, l'Occident était persuadé qu'après Mobutu, aucun leader congolais ne serait en mesure de maîtriser le Congo et de gouverner l'ensemble du pays. Il était donc nécessaire de morceler le pays en entités géographiquement et culturellement « dirigeables » et en autant de zones d'influence. Cette partition du pays rencontrait un des objectifs poursuivis par les Tutsi, celui de prendre une bande de terre à l'est du Congo pour résoudre leurs problèmes démographiques et économiques.

La convergence d'intérêts amènera les Occidentaux et les Hema (tutsi) à se mettre d'accord sur ce projet. Les Occidentaux vont apporter des moyens matériels et financiers et le projet sera exécuté par les Tutsi.

Cette analyse critique permet de comprendre la genèse de la guerre dite de « libération » de 1996 (qui n'a été en réalité qu'une agression, mais convertie en rébellion) et celle de 1998 qui est le prolongement de celle de 1996, dont les objectifs n'ont pas été totalement atteints par les commanditaires. Laurent Désiré Kabila constitue, sans nul doute, l'obstacle principal à la réussite de ce projet, comme l'a été Lumumba en 1960, à cause de leurs tendances nationalistes. Dans ces deux situations, l'Occident a semblé avoir toujours gain de cause.

Le nationalisme de possession dans les flammes de la mondialisation

Les convoitises dont le Congo a toujours été l'objet ne datent pas d'aujourd'hui. Ce drame qui a donné naissance au nationalisme de possession dont il est question dans cette réflexion, a marqué toute l'histoire du pays depuis l'État Indépendant du Congo jusqu'à la RDC actuelle en passant par le Congo belge et le Zaïre. Le processus de mondialisation auquel on assiste aujourd'hui, caractérisé par la quête permanente des matières premières et des débouchés, a aggravé davantage la guerre des minerais.

Deux éléments importants semblent fragiliser le nationalisme de possession à l'heure actuelle : les effets néfastes de la mondialisation, comme nous venons de le souligner ci-dessus, mais aussi les manifestations négatives de la conscience ethnique ou l'ethnicisme.

La mondialisation en question

Au sens strict, dit Bongeli (2003:3), la mondialisation peut être conçue comme le phénomène consistant à intégrer tous les pays du monde dans le mode de production dominant, en l'occurrence le mode de production capitaliste libéral. Les grands changements géopolitiques intervenus ces derniers temps peuvent constituer, par convention, le point de repère de la mondialisation. L'effondrement de l'empire soviétique à la fin des années 80 signifie d'abord l'extension de la sphère d'influence du capitalisme libéral mondial, mais aussi la fin de la situation de « duopole » qui a caractérisé les relations internationales depuis 1945. Ce duopole a fonctionné pendant 45 ans comme un garde-fou permettant aux deux superpuissances de contrôler de nombreuses situations de crise : l'antagonisme américano-soviétique était trop important pour qu'on laissât jouer librement les mécanismes du marché à l'échelle planétaire sans en maîtriser les effets sociaux et politiques (Morin et Nair 1997:39).

Aujourd'hui, il ne fait l'ombre d'aucun doute que les effets négatifs de la mondialisation l'emportent sur ses effets positifs. Le prix Nobel d'économie, Stiglitz (2002:17) rapporte dans son livre ce qui suit :

J'écris ce livre parce que j'ai directement constaté, quand j'étais à la Banque mondiale, l'impact dévastateur que peut avoir la mondialisation sur les pays en développement, et d'abord sur leurs populations pauvres. Je suis persuadé que la mondialisation (la suppression des entraves au libre-échange et l'intégration des économies nationales à l'action d'une série d'institutions conçues pour amener la croissance économique à tous) peut être une force bénéfique, qu'elle est *potentiellement* capable d'enrichir chaque habitant de la planète, en particulier les pauvres. Mais je suis convaincu aussi que pour qu'elle le fasse réellement, la façon dont on l'a gérée doit être radicalement revue.

Les effets sociaux explosifs de la mondialisation sont observables aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement.

D'après un article publié dans la revue *Le courrier* (1997:52-53), si 1000 milliards de dollars s'échangent chaque jour, l'épargne s'investit toujours dans les pays d'origine : les transferts et les mouvements de capitaux en provenance des pays riches ne financent que 5 % de l'investissement des pays en développement. Argumentant dans le même sens, Ramonet (1999:1) rapporte que même dans les pays dits industrialisés, l'exercice de la superpuissance, à l'âge du néolibéralisme, ne garantit nullement à tous les citoyens de ces pays un niveau de développement humain satisfaisant. À ce titre, affirme-t-il, aux États-Unis on trouve 32 millions de personnes dont l'espérance de vie est inférieure à soixante ans, 40 millions sans couverture médicale, 45 millions vivant en dessous du seuil de pauvreté et 52 millions d'illettrés... Par ailleurs, au sein de l'opulente Union européenne, à l'heure de la naissance de l'euro, il y avait 50 millions de pauvres et 18 millions de chômeurs.

Dans ce processus de mondialisation à la limite déshumanisant, le rôle des multinationales doit être mis en relief. Préfaçant le livre d'Éric Toussaint, Christian De Brie affirme que

L'histoire contemporaine est celle de la conquête du monde par un nombre toujours plus restreint de gigantesques conglomerats, constitués en sociétés multinationales, se livrant une guerre permanente pour le contrôle des marchés et engagés dans une tentative de subordination de toutes les activités humaines à la logique du profit (Toussaint 1998:5).

La RDC, pays aux richesses naturelles immenses, constitue à ces effets un terrain de prédilection des sociétés multinationales. Les événements intervenus dans ce pays de 1996 à nos jours en sont la preuve la plus palpable.

La guerre de 1996 dite « de libération »

En réalité, ce à quoi on a assisté en 1996 est l'occupation de l'est de la RDC par les troupes armées rwandaises, burundaises et ougandaises. La RDC était donc victime d'une agression perpétrée par ces pays voisins pour des raisons que nous allons évoquer ci-dessous. Cette agression planifiée depuis plusieurs mois était l'œuvre des Occidentaux et des pays voisins de la RDC précités. Pour accréditer la thèse de la rébellion, il sera fait appel à un ancien rebelle congolais, LD Kabila qui va, de concert avec quelques individus, créer la fameuse Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). Bien que présentée plus tard comme un mouvement rebelle se proposant de libérer le peuple congolais de la dictature mobutienne, l'AFDL est demeurée une nébuleuse composée de plusieurs groupuscules poursuivant des objectifs différents et même contradictoires. Dans les réflexions que nous sommes entrain de mener sur les deux guerres qu'a connues la RDC en l'espace de deux ans (1996 et 1998), nous préférons considérer ces invasions comme des « agressions-rébellions ».

Les enjeux et la complexité de cette guerre ainsi que l'implication des puissances occidentales ne permettent pas d'avancer une ou des raisons de type moniste qui expliqueraient le déclenchement de cette guerre. À notre avis, il y a lieu d'évoquer plusieurs raisons qu'on peut du reste hiérarchiser. Il existe des raisons fondamentales, des raisons officielles, un facteur catalyseur, des facteurs favorables et un prétexte.

Les raisons fondamentales ayant motivé le déclenchement de cette guerre sont de deux ordres, pensons-nous : d'une part, la création d'un tutsiland en RDC en vue de résoudre les problèmes démographiques et économiques du Rwanda, et le souci de l'Occident de perpétuer l'exploitation des richesses du Congo et de placer ce pays sous la tutelle de la communauté internationale, d'autre part. Ces raisons fondamentales étaient évidemment inavouées ou cachées. À la place, ce sont des raisons officielles qui étaient souvent mises en exergue, notamment chasser Mobutu du pouvoir et mettre fin aux immixtions intempestives de son régime dans les affaires des pays voisins. Pour y arriver, il fallait que les planificateurs de cette guerre disposent d'un élément catalyseur ; cet élément c'est la présence des réfugiés Hutus à l'est de la RDC, parmi lesquels se trouvaient aussi les génocidaires de 1994, mais dont la pénétration

sur le sol congolais a été permise par la communauté internationale et récusée par le Gouvernement de Kinshasa de l'époque. Par ailleurs, les facteurs favorables à la réussite de cette guerre étaient déjà réunis : l'effondrement du bloc de l'est et la fin de la bipolarisation, auxquels il faut ajouter la faiblesse de l'armée congolaise et la maladie de Mobutu. Et le problème de la nationalité des Banyamulenge servira de prétexte pour déclencher effectivement les hostilités. Cependant, nous ne pourrons pas développer tous ces éléments dans cet article.

L'évolution des événements dans la région des grands lacs a démontré néanmoins que les motivations économiques ont beaucoup pesé dans la décision visant à attaquer la RDC. C'est ainsi que parlant de la guerre dite « de libération » du Congo, Marysse (1999:3-5) discutait de deux thèses radicalement différentes qui s'affrontaient concernant le poids des différents acteurs. La première portait sur le « redessinement » de l'Afrique par les Africains eux-mêmes. Elle était soutenue par Nyerere qui déclarait dans le *Monde diplomatique* (juillet 1997) que la guerre « de libération » du Congo était du début à la fin une affaire des Africains, et que les Occidentaux ont été quasiment impuissants pour la mener. L'autre thèse est celle de l'Afrique des comptoirs. Le journal *Executive Intelligence Review* a essayé de démontrer, dès les années 1994, que les grands intérêts miniers mondiaux organisés sous l'appellation « Club des Isles » manipulent en coulisses aussi bien la politique des États-Unis que la mise en place ou le renforcement d'un leadership africain propice à leurs intérêts économiques.

Et d'après Marysse, la deuxième thèse (celle des intérêts miniers) semble plus plausible que la première. La course aux richesses du Congo (et plus particulièrement à la rente minière) est l'une des motivations profondes ayant conduit au déclenchement de la guerre. C'est en effet certain que sans l'appui plus ou moins couvert de l'extérieur (intérêts miniers, pays occidentaux, institutions financières internationales), le Rwanda et l'Ouganda n'auraient jamais réuni les moyens nécessaires pour mener cette guerre. Cette thèse a été d'ailleurs confirmée par les événements tout à fait singuliers survenus en RDC après le déclenchement de la deuxième guerre le 02 août 1998.

La guerre de 1998 dite « d'occupation »

Lorsque le Président LD Kabila, tombeur du Maréchal Président Mobutu accède au pouvoir le 17 mai 1997, il se fait passer auprès de l'opinion interne et internationale pour un nationaliste. Ce nationalisme se remarque notamment à travers ses nombreuses prises de position vis-à-vis du régime déchu et de l'Occident. Il se traduit par des expressions du genre « Nous avons créé l'AFDL comme mouvement pour la libération de notre pays, dirigé par un État anti-peuple, dont la mission était de défendre des intérêts étrangers... », « Les Comités du pouvoir populaire ont un grand avenir dans ce pays. Le peuple congolais a longtemps travaillé pour des intérêts étrangers. Il est temps qu'il travaille pour ses propres intérêts... », « ...Nous voulons développer

notre pays et promouvoir des échanges avec les autres pays. Mais nous empêchons la spoliation de nos richesses » (Kabila 2000:5-15).

Ces propos, sélectionnés parmi tant d'autres, reflètent un nationalisme de possession dont les sources sont à rechercher dans le pillage des richesses naturelles de la RDC par certaines puissances occidentales par le biais d'un régime dictatorial qu'elles avaient établi et soutenu pendant 25 ans. Devant la misère engendrée par ce pillage, le nationalisme de possession (qui est aussi de contestation ou de rejet), apparaissait comme un moyen efficace pour lutter contre l'influence abusive de l'Occident sur le nouveau régime et mettre les richesses nationales à l'abri de toute exploitation étrangère. Comme toujours, l'occident ne va pas approuver ce discours, soutenu plutôt par la population.

Un peu plus d'une année seulement après l'instauration du nouveau régime, soit le 2 août 1998, la RDC était l'objet d'une agression qui s'est soldée par l'occupation illégale de sa partie Est par les troupes armées rwandaises, ougandaises, burundaises ainsi que par les multinationales minières étrangères. L'exploitation illégale des ressources minières par ces pays et les multinationales dont il est question ci-dessus dans la partie du territoire sous leur contrôle, est la preuve éloquentes des motivations économiques qui sous-tendent cette occupation.

Comme on peut le constater, ni le nationalisme de possession tel qu'exprimé dans les différentes déclarations du Président Kabila ci-dessus évoquées, ni les Comités du pouvoir populaire, et encore moins les Forces d'autodéfense populaire (bras armé des CPP), créées plus tard, n'ont résisté à l'invasion des multinationales. Le nationalisme de possession n'a pas empêché à ces dernières de spolier les ressources minières de la RDC, dans l'indifférence d'ailleurs de la communauté internationale qui a semblé cautionner cette malheureuse situation. Il apparaît donc clairement que le processus de mondialisation est entrain de modifier les relations internationales et le droit international dans la mesure où les richesses que possède un État peuvent être prises par un autre État qui est plus fort que lui dès lors qu'il en a besoin, même par États interposés ou les sociétés multinationales. Dans les relations internationales marquées par la mondialisation, ce qu'un État possède n'impressionne plus, on peut le prendre comme on veut si cet État est faible, parce que même le conseil de sécurité, qui est d'ailleurs lui-même un agent de la mondialisation, est incapable de le protéger. La RDC offre à cet effet un exemple significatif.

Dans le nouvel ordre mondial, les USA demeurent l'unique superpuissance. Bien qu'ayant perdu une partie de son poids économique par rapport à ses rivaux commerciaux, ce pays, comme l'affirme Sami Naïr, joue encore le rôle de superpuissance grâce à d'autres ressources de pouvoir : sa maîtrise des rapports de forces militaires à l'échelle mondiale, le caractère incontrôlable du dollar, le contrôle du prix du pétrole, sans doute aussi la capacité d'exportation de ses produits culturels et, partant, de sa vision du monde comme modèle culturel mondial (Morin et Naïr 1997:40). Néanmoins, les USA ne sont pas les seuls à dominer le monde, il y a aussi tout le système des grandes puissances qui, tout en acceptant la domination américaine, en dialectise

les modalités selon les intérêts de chacun de ses composants (Morin et Nair 1997:48). Et les sociétés multinationales figurent parmi les forces qui jouent un rôle d'importance majeure dans ce processus de domination.

a) Le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et les multinationales dans la guerre du 2 août 1998

Nous avons, dans les lignes précédentes, démontré l'implication des pays occidentaux dans les deux guerres qu'a connues la RDC : celles de 1996 et de 1998. À ce titre, Muhindo rapporte que cette seconde guerre du Congo « vise de la part des mêmes agresseurs (entendez les Rwandais, les Ougandais et les Burundais) à mieux concrétiser les objectifs de la première guerre : mettre au pouvoir à Kinshasa un homme de paille servant les intérêts des États-Unis d'Amérique, du Rwanda et de l'Ouganda. Or, Kabila n'était pas l'homme qu'il fallait, son scénario à lui, il voulait le jouer seul » (Mbatu Muhindo 2003:97). Il importe de faire remarquer que les multinationales ont été encore plus impliquées dans le déclenchement de ces hostilités. Voici en quels termes s'exprime Baracetyse (1999:12) à ce sujet :

À la chute du régime Mobutu, des accords signés entre son gouvernement et certains (cartels) ont été reconduits par le nouveau pouvoir (celui de Kabila), d'autres ont été annulés et proposés à de nouvelles sociétés. Comme le pays est toujours astreint à une guerre financée par les puissances occidentales en quête de l'or, du diamant, du cobalt, du manganèse, de l'uranium et des autres minerais qui accompagnent toujours le cuivre, tels le zinc, le germanium, l'argent, le plomb, le fer... les transnationales minières se bousculent entre les rebelles et les gouvernements pour accaparer les meilleures parts, veillant à rester du côté du vainqueur et en forçant le destin si nécessaire. Avec un mépris total des populations.

Le même auteur rapporte plus loin que le « remplacement de l'ancien ordre politique de Mobutu, dépourvu d'infrastructures économiques, de moyens financiers, de forces armées et entièrement instrumentalisé par l'American Mineral Field Inc. (AMFI), constituait l'objectif premier du conflit parrainé par les USA (Baracetyse 1999:13). D'autres groupes financiers internationaux sont intéressés par l'exploitation des ressources minières du Congo : la Consolidated Eurocan Corporation (BGC), l'Anglo-american Corporation (AAC) d'Afrique du Sud, la plus importante compagnie minière du monde, abstraction faite des pétroliers.

La guerre du Zaïre (RDC) fut présentée comme une guerre interne de libération politique pour destituer le Maréchal Mobutu. L'AMFI apporta un appui financier, militaire et logistique déterminant aux organisations coalisées au sein de l'AFDL. Aujourd'hui, les armes, les munitions, les équipements militaires sophistiqués qui ont permis à l'AFDL de remporter la victoire sur les forces armées congolaises, continuent d'être mis à la disposition du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi par la même société AMFI, dans la guerre que ces trois pays mènent au Congo (Baracetyse 1999:19). La présence de ces multinationales dans la région sous occupation, celle des Rwandais, des Ougandais ainsi que le pillage des ressources naturelles de la RDC par eux,

ont été réaffirmées et reconnues par le Conseil de sécurité de l'ONU. En effet, le groupe d'experts de l'ONU ayant travaillé sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la RDC a été formel :

Entre septembre 1998 et août 1999, les zones occupées de la RDC ont été dépouillées de tous leurs stocks : stock de minerais, de produits agricoles, forestiers et de bétail. Quelle que soit la nationalité du piller, le processus était le même : des troupes burundaises, ougandaises, rwandaises et/ou des soldats du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, commandés par un officier, visitaient les fermes, les usines et banques, se faisant ouvrir portes et coffres par la direction. Ordre était donné aux soldats de charger les produits et les biens sur les véhicules de l'armée (voir le premier rapport du groupe d'experts du 12 avril 2002).

Dans le deuxième rapport où les experts dénoncent le changement de tactique dans le pillage des ressources de la RDC par la création des réseaux d'élites, il est dit, entre autres, ceci :

Le conflit régional qui a fait converger les armées de sept pays africains vers la RDC a perdu de son intensité, mais les microconflits étroitement imbriqués qui en ont découlé persistent. Ils sont alimentés par la convoitise des minerais, des produits agricoles, de la terre et même des recettes fiscales. Les groupes criminels associés aux armées rwandaise, ougandaise, zimbabwéenne et au gouvernement de la RDC... ont mis sur pied une économie de guerre qui s'autofinance et est axée sur l'exploitation des minéraux (voir le deuxième rapport du groupe d'experts du 16 octobre 2002).

Le mérite de ces deux rapports est d'avoir révélé que certains Congolais ont participé au pillage des ressources de leur pays, devenant par ce fait des agents de la mondialisation.

b) Processus de mondialisation et crise de l'État-nation congolais

La mauvaise posture dans laquelle se trouve le nationalisme de possession congolais dans le processus de mondialisation piloté par les États impérialistes et les sociétés multinationales entraîne logiquement la crise de l'État congolais. Le Congo est confronté à une remise en cause de son existence en tant qu'État et en tant que Nation. En tant qu'État, sa souveraineté a été remise en cause (Muhemmedi 2000), et en tant que nation, on assiste de plus en plus à une tentative de désidentification nationale et culturelle de ce pays, qui se traduit par une tentative de partition de fait de son territoire. Malheureusement, le Conseil de sécurité qui aurait pu jouer un rôle de premier plan dans ce drame, semble être au service des puissances mondialisatrices. En effet, l'indifférence affichée par la communauté internationale devant la violation des principes directeurs de l'ONU, n'est intelligible que replacée dans le cadre d'une mondialisation où les États-Unis d'Amérique décident de ce que peut faire l'ONU ou pas, au regard de leurs intérêts.

Le nationalisme de possession et le tribalisme

Le nationalisme de possession est un nationalisme de rejet ou de contestation. Il s'oppose à toutes tentatives des puissances occidentales visant à mettre les richesses naturelles de la RDC sous leur tutelle pour leur exploitation illégale, au détriment des intérêts nationaux. Comme ce nationalisme est tourné vers l'extérieur, il aurait dû normalement favoriser une cohésion interne. Les théoriciens du conflit sont unanimes pour reconnaître que quand un groupe est menacé de l'extérieur, il se crée souvent une cohésion interne, qui constitue une force importante pour faire face à l'ennemi. Le nationalisme de possession, on l'a démontré tout au long de cette réflexion, est menacé par le processus de mondialisation ; des voix s'élèvent souvent pour dénoncer cette menace et les autorités congolaises s'investissent souvent dans une campagne destinée à discréditer l'Occident.

Malheureusement, entre eux, les Congolais ne sont pas unis, ils n'ont pas le sens de l'intérêt commun. Les richesses tant convoitées ne sont pas gérées de manière à promouvoir et accroître la production et assurer une distribution équitable du revenu national. Les dirigeants politiques poursuivent leurs propres intérêts, le tribalisme a envahi tous les secteurs de la vie nationale : de l'État lui-même jusqu'à la mutualité, en passant par les entreprises et même les universités. La tribalisation du pouvoir est telle que les détenteurs congolais des charges politiques préfèrent s'entourer des membres de leurs tribus ou de leurs provinces, excluant de la gestion des affaires publiques ceux d'autres provinces jugés *a priori* dangereux pour la survie du régime. Ceci a pour conséquence l'absence de consolidation de l'État qui devient incapable de remplir ses missions régaliennes parce que mal géré, mais aussi l'érosion de la conscience nationale et le repli de ceux qui se sentent exclus sur la base des identités primaires.

Cette exclusion à laquelle s'ajoute parfois l'arrestation et l'emprisonnement arbitraires de certains hommes politiques finissent par persuader certains Congolais à nouer des alliances (souvent contre nature) avec les mêmes Occidentaux en vue d'élargir la base du pouvoir rétrécie par des régimes aux élans dictatoriaux. En échange de l'appui militaire, matériel et financier reçu des Occidentaux et des gouvernements des pays voisins, des contrats portant sur l'attribution des concessions minières sont souvent conclus entre les partenaires. Une fois de plus, les idéologies de division et d'exclusion placent aussi le nationalisme de possession en mauvaise posture, elles renforcent les puissances mondialisatrices qui sont souvent prêtes à récupérer ces divisions pour instrumentaliser nos hommes politiques et placer les richesses de la RDC sous leur tutelle.

Une autre faiblesse du nationalisme de possession est liée au fait qu'il est l'œuvre des dirigeants politiques ou de l'élite intellectuelle. Ce n'est pas un nationalisme qui a une assise sociale comme celle qu'on rencontre dans certains pays arabes ou aux États-Unis d'Amérique où l'on voit des populations très conscientes du type de sentiment nationaliste dont elles sont porteuses et des objectifs que visent les actions nationalistes qu'elles posent. En RD Congo, c'est l'élite qui donne au nationalisme de possession sa substance, alors que celle-ci aurait bien pu être l'œuvre des masses

populaires. À ce titre, le nationalisme congolais peut être qualifié de « nationalisme d'en haut ou de haut nationalisme ». Il est donc d'une urgence absolue que ce nationalisme soit socialisé ou popularisé, ce qui requiert évidemment une socialisation politique de la part des détenteurs congolais des charges politiques si l'on veut que ce nationalisme constitue aussi une des stratégies efficaces de lutte contre les assauts de la mondialisation.

Examinons schématiquement le résultat atteint jusque-là : convoitise d'énormes et fabuleuses richesses de la RDC et leur pillage systématique depuis la période coloniale jusqu'à ce jour, naissance du nationalisme de possession découlant de cette malheureuse situation et tentative d'étouffement de ce nationalisme par les puissances occidentales d'abord en 1960 (tentative qui s'est soldée par la mort de Lumumba), mise en hibernation du nationalisme de possession sous le régime pro-occidental et anti-nationaliste du Président Mobutu, sa réapparition en 1997 à la faveur de la prise du pouvoir par LD Kabila suivie bien sûr de sa deuxième tentative d'étouffement dont la conséquence tragique est l'élimination physique du Président LD Kabila en 2001 ; donc, mise en mauvaise posture du nationalisme de possession congolais par les puissances mondialisatrices, mais aussi par des pratiques tribalistes et des politiques mal inspirées.

Il ne fait donc l'ombre d'aucun doute que le projet nationaliste congolais doit être revisité et redéfini en vue de son adaptation au nouvel ordre mondial.

Le nationalisme congolais de possession en quête de nouvelles formules

Vers le retour du nationalisme

« On ne sait pas grand-chose de la signification profonde des identitarismes nationaux, culturels et religieux, sinon qu'ils sont là, plantés comme des rocs dans le paysage de la diversité humaine », reconnaît Sami Naïr (Morin et Naïr 1997:85). Il est difficile de mettre fin au sentiment nationaliste, parce que c'est un sentiment universel. Quels que soient les contrecoups qu'il subit, nous ne pensons pas que le nationalisme de possession congolais sera anéanti. Tout laisse croire par contre qu'il est appelé à se radicaliser dans un contexte où la recherche de matières premières fait des fabuleuses ressources naturelles de la RDC l'objet de convoitise des grandes puissances et des sociétés multinationales.

Comme l'a si bien démontré Naïr, « l'émergence des nationalismes d'exclusion et des intégrismes religieux n'est pas seulement le produit des mutations internes des sociétés. C'est aussi le résultat médiatisé d'un mouvement plus profond : celui de la mondialisation... » (Morin et Naïr 1997:85). Et il renchérit en disant que le nationalisme est une « réaction commune face à ce qui est considéré comme acculturant, contaminant et désidentifiant... qui dépossède culturellement en possédant économiquement et qui attaque le principe de souveraineté, cœur du processus d'identification nationalitaire » (Morin et Naïr 1997:85-86). Mais le nationalisme de possession ne pourra s'approprier le processus de mondialisation et survivre que s'il s'appuie sur un autre type de nationalisme que nous qualifions de « nationalisme de personnalité »

(nous en parlons ci-dessous). Mais le nationalisme de possession doit d'abord être ouvert.

Pour un nationalisme de possession ouvert

Le nationalisme de possession congolais ne devrait, malheureusement pas, devenir un nationalisme de repli et virer au chauvinisme. Même si de manière incidente il est arrivé que le Président LD Kabila dise qu'il voulait développer la RDC et promouvoir des échanges avec les autres pays, il faut reconnaître que dans l'ensemble, ses prises de position vis-à-vis de l'Occident ont été plus offensives et non conciliantes. Même si le nationalisme est par nature une idéologie de différence, il serait mal indiqué de prêcher un nationalisme de refus des autres et de repli sur soi, parce qu'il n'aurait pas tenu compte de l'évolution de l'humanité marquée aujourd'hui par la mondialisation. Même si le peuple congolais en particulier et africain en général est généralement déçu par l'attitude hypocrite affichée souvent par les puissances centrales vis-à-vis de ce qui se passe en Afrique, il ne saurait être question de prêcher un nationalisme qui serait teinté de racisme, d'anti-occidentalisme et surtout d'anti-américanisme. Un tel nationalisme ne serait pas loin du nazisme qui a décimé des vies humaines lors de la Seconde Guerre mondiale. Ces genres d'idéologies de la différence sont à condamner avec la dernière énergie.

Le nationalisme de possession doit être honnêtement ouvert aux autres nations du monde et même aux sociétés multinationales qui se donnent pour objectif de venir investir légalement en Afrique et y apporter des capitaux dont elle a besoin pour réduire la pauvreté de ses populations, qui a atteint des proportions inquiétantes. Mais dès lors qu'on se trouve devant des individus et organismes étrangers manifestement mus par le souci de diviser les ethnies et nations africaines dans le seul but de semer désolation et désarroi et continuer à la faveur d'une confusion créée par eux, à exploiter et piller les richesses naturelles de l'Afrique même par la violence comme cela a été le cas en RDC, le nationalisme de possession devrait à ce moment-là susciter résistance et refus, ne fut-ce que dans le cadre d'une légitime défense. Tous les peuples ont le droit sacré de se défendre et de défendre leurs richesses, et cela par tous les moyens. La défense des intérêts américains à travers le monde et la menace que la politique américaine représente pour la plupart des pays accusés de soutenir le terrorisme (parfois sans preuve) n'est-il pas un signe de nationalisme de supériorité ? Comment peut-on expliquer l'acharnement des sociétés multinationales occidentales à accéder (même illégalement) aux matières premières, partout où elles se trouvent pour développer l'économie de leurs pays si ce n'est par un acte nationaliste délibéré, outre la recherche du profit bien sûr ? Pourquoi les dividendes générés par les entreprises occidentales ayant investi en Afrique sont-ils toujours rapatriés et placés dans les banques des pays d'origine ? Nul n'ignore que les investissements réalisés par les firmes multinationales occidentales profitent en grande partie à leurs pays d'origine. Comme on peut le constater, tout le monde est nationaliste ; tout le monde construit son nationalisme autour d'un élément clé. Celui de la RDC est construit autour de ses

richesses, mais il importe de le doubler avec celui de personnalité, tout en restant ouvert aux autres pays et à leurs nationalismes pourvu que ces derniers soient aussi ouverts et respectueux de notre patrimoine.

Pour un nationalisme de personnalité

Le terme de « nationalisme de personnalité », nous l'avons également forgé pour une meilleure explication des réalités sociopolitiques et économique-historiques propres à la RDC. Si en effet le nationalisme de possession décrit plus haut existe et se manifeste dans la conscience collective congolaise, il lui manque, pour être efficace, le nationalisme de personnalité. Comme le terme l'indique, le nationalisme de personnalité est celui qui vise à conférer une forte personnalité à la RDC en tant qu'État pour lui permettre de restaurer son autorité et améliorer son image ternie par plusieurs années de mauvaise gouvernance. Il s'agit en réalité d'un nationalisme construit autour des valeurs républicaines qui impliquent la démocratie, le respect des droits de l'homme, la liberté et la justice ; des valeurs éthiques, notamment le respect des biens publics, le sens de la responsabilité ; des valeurs de connaissance devant se traduire par le savoir-faire et le savoir-être.

Les Congolais doivent savoir que ce que l'on est est d'autant plus important que ce que l'on possède. L'Être collectif congolais n'est perceptible qu'à travers l'État congolais. Cet État, dont le sous-sol et le sol sont très riches et qui a vocation à protéger ces richesses, doit être géré sur des bases saines et solides, il doit être consolidé par la mise en place d'une constitution stable, d'une démocratie pluraliste qui entraîne une alternance au pouvoir. La bonne gouvernance des ressources publiques doit constituer l'ainé des soucis des détenteurs des charges politiques. La consolidation de l'État, l'édification de la nation et la bonne gouvernance économique pourront favoriser le développement de la RDC, et faire de lui un État socio-économique fort.

Le fait pour les leaders congolais d'avoir focalisé leur attention sur l'élément « richesses de la RDC » a relégué au second plan l'instauration des valeurs qui permettent la construction d'un État institutionnalisé fort et capable de mettre à profit lesdites richesses pour l'intérêt supérieur du peuple congolais. Si aujourd'hui la RDC est qualifiée de « géant aux pieds d'argile », ce n'est pourtant pas parce qu'elle manque de potentialités économiques, encore moins à cause de l'étroitesse de son espace territorial. C'est plutôt par rapport à l'absence de l'État qui se traduit entre autres par la perméabilité des frontières, la faiblesse de l'armée, la paralysie des entreprises publiques, la corruption, la clochardisation des enseignants, fonctionnaires et étudiants... Tous ces maux traduisent l'incapacité de l'État à transformer ces richesses potentielles en ressources financières. Quand on dit que la voix de la RDC n'est pas écoutée aux Nations Unies, c'est parce qu'en tant qu'Être, la RDC a perdu toute sa personnalité. Lorsque deux armées étrangères occupent illégalement la RDC, un pays souverain, se livrent une bataille sur son territoire pour le contrôle et l'exploitation de ses ressources naturelles avec la complicité des multinationales des pays occi-

dentaux, dans un contexte de violence caractérisée par le massacre de plus de trois millions d'âmes, dans l'indifférence étonnante de toute la communauté internationale, il y a lieu de se poser des questions, même si ce conflit rentre dans le cadre des enjeux de la mondialisation. C'est à ce niveau qu'il faut paraphraser Mwabila (1995:10-11) qui, se posant la question de savoir pourquoi cela ne va-t-il pas en RDC, estime que « Les causes liées à notre propre déraison (mauvais choix politique et économique, maîtrise insuffisante de la science, déficit de l'intelligence de la science, primauté des sentiments sur la raison), l'emportent sur celles induites de l'extérieur ». Et l'intellectuel congolais a joué un rôle néfaste dans cette malheureuse situation parce que, comme l'a si bien affirmé Nzongola (2003:6),

l'intellectuel africain d'aujourd'hui, qu'il appartienne à la sphère nationale ou internationale, qu'il soit consultant national ou international, reproduit et nourrit un discours qui l'instrumentalise toujours plus à l'égard du gain personnel, en faveur du statu quo. Devenu politique, il n'hésite pas à jouer la carte de l'ethnicité au profit du conflit identitaire et au détriment de l'identité nationale, dans le seul but de se maintenir au pouvoir ou de s'assurer le contrôle des ressources de l'État. Il participe ainsi à la transformation de la conscience nationale en conscience identitaire avec ce que cela laisse augurer de conséquences négatives pour l'institutionnalisation du pouvoir de l'État et de la gouvernance démocratique.

Donc, nationalisme de possession et de personnalité doivent être liés, c'est leur valorisation simultanée qui devra donner une signification au nationalisme congolais, lui permettre de faire entendre sa voix sur l'échiquier international et protéger ses ressources contre toute exploitation illégale.

Le nationalisme de possession, le panafricanisme et la mondialisation

Le nationalisme de possession permet aussi d'envisager le problème du panafricanisme. Aujourd'hui, plus que jamais, l'Afrique doit être unie pour relever le défi de son développement socio-économique dans un monde où l'heure est à la construction des grands ensembles. Aujourd'hui, le projet panafricaniste des pères des indépendances africaines est d'actualité. Mais le panafricanisme implique d'abord une coopération entre les États africains, préalable à toute intégration sous-régionale et régionale. Conscients de ces avantages, les pays africains se sont, dès leur accession à l'indépendance, engagés sur la voie de l'intégration régionale en créant de nombreux mécanismes d'intégration. Ces efforts ont culminé dans le traité d'Abuja de 1991.

Pour un continent qui compte 800 millions de consommateurs, l'importance de la coopération économique tient essentiellement aux avantages découlant de l'intégration des marchés des différents pays. Cette intégration génère de nouvelles possibilités d'investissement, favorise l'accroissement de la production de biens commercialisables et encourage l'apport d'investissements directs étrangers. Elle peut également contribuer à bâtir des infrastructures efficaces, renforcer la sécurité régionale, améliorer le potentiel humain et la gestion des ressources naturelles.

Or, l'évaluation globale indique que les mécanismes d'intégration en Afrique n'ont pas été à la hauteur des attentes et qu'il reste beaucoup à faire pour atteindre les objectifs affichés. En effet, ces mécanismes n'ont manifestement pas réussi à développer le commerce intra-africain, à accroître le volume total des échanges de l'Afrique ou conforter la croissance économique globale de la région (cf. Rapport de la BAD sur l'intégration régionale en Afrique, année 2000). Cette situation est appelée à s'aggraver dans le processus actuel de mondialisation qui souffle sur la planète. L'Afrique se doit dès à présent de réorienter ses approches de l'intégration régionale. Et la nouvelle conception de l'intégration régionale repose (d'après le document de la BAD) sur la réalisation de projets communs d'exploitation de ressources naturelles et de production de biens, et l'interconnexion des pays africains par des services d'infrastructures efficaces. Il ne fait donc l'ombre d'aucun doute que la mise en commun des ressources des États africains constitue le cœur même de cette coopération et intégration que nous appelons de tous nos vœux.

Mais face à ce qui se passe en RDC où les richesses naturelles sont pillées et exploitées illégalement par des individus, des États et des sociétés multinationales avec la bénédiction tacite de l'Organisation des Nations Unies, nous ne pensons pas que l'intégration régionale et par conséquent le projet panafricaniste soient facilement réalisables sans un nationalisme comme celui qui se développe aujourd'hui dans le chef des Congolais, un nationalisme de protection des richesses du continent africain pillées et exploitées pendant plus de deux siècles. Tous les Africains en général et ceux du centre en particulier doivent, par un nationalisme de possession, s'investir dans la protection des richesses dont on a grandement besoin pour développer le continent, même si ce nationalisme implique une résistance. Mais comme je l'ai souligné dans les lignes précédentes, ce nationalisme ne sera efficace que s'il est accompagné de la construction d'une société africaine respectueuse des valeurs éthiques et républicaines, seules capables de consolider les États africains aux plans politique et, surtout, socio-économique et qui peuvent leur conférer une personnalité capable de s'approprier le processus de mondialisation.

L'échec du plan de partition de la RDC élaborée dans des chancelleries occidentales et exécutées par certains États africains est dû, en grande partie, à la résistance affichée par les mai mai qui ont mordicus défendu leur terre contre toute invasion et qui continuent à le faire aujourd'hui encore. Elle est aussi attribuable à la prise de conscience des populations congolaises de vivre ensemble et de refuser toute tentative de recolonisation. Et il faut faire remarquer que la socialisation menée par le régime de feu Laurent Désiré Kabila sur la nécessité de protéger le sous-sol, le sol ainsi que les richesses qui s'y trouvent, de s'organiser et de se prendre en charge, a joué un rôle de premier plan dans cette prise de conscience. Voici en quels termes il s'exprimait dans l'un de ces nombreux discours dans lesquels il appelait la population à une prise de conscience nationale :

Beaucoup de pays qui nous exploitaient ont peur que le peuple congolais soit entièrement lié à notre pouvoir. Ils (les Occidentaux donc) savent qu'unis, nous

allons produire des miracles. En comptant sur votre intelligence, vous transformerez sur place les richesses sur lesquelles nous sommes assis depuis des années. Vous serez une nation dans le concert des autres... Des étrangers, pour la plupart illégaux, ont investi des régions entières pour y prendre le diamant, l'or, etc. Ils les ramènent vers la capitale. Ils amassent les richesses, mais l'État ne voit rien. Lorsque le comité du pouvoir populaire d'un village sera en présence d'un étranger, l'affaire deviendra très simple : Monsieur que faites-vous ici ? Vous n'êtes pas supposé être ici. Vous n'êtes pas Congolais, que faites-vous dans nos puits de diamant ? Vous avez apporté chez nous des capitaux pour acheter le diamant. C'est à la Bourse des matières précieuses qu'il faut présenter vos dollars, pas au village (Kabila 2000:8, 11-12).

Conclusion

Lorsque Nietzsche annonçait que le XXe siècle serait celui des grandes guerres, sa prescience était fondée, d'après Aron (1959:8), sur deux aperceptions : « Les civilisations de masses urbaines sont belliqueuses et non pacifiques, l'extension de la civilisation occidentale à travers la planète va donner aux rivalités entre grandes puissances un enjeu démesuré, l'empire du monde ». Cette affirmation, qui contraste avec l'assurance d'Auguste Comte selon laquelle la civilisation industrielle avait un caractère essentiellement pacifique, traduit le pessimisme qu'affichaient à cette époque certains penseurs au regard d'étonnants progrès de la science et de la technique.

Aujourd'hui, deux siècles nous séparent de Comte et de Nietzsche et le ton est à la mondialisation. D'aucuns n'hésitent pas à qualifier ce phénomène de « capitalisme sans visage » à cause, certes, de ses conséquences manifestement néfastes aux plans socio-économique, politique et géostratégique. Les multinationales, ces firmes géantes toujours en quête de marchés et de débouchés, déploient aujourd'hui leur puissance financière en vue d'accéder aux ressources dont elles ont besoin pour leur existence ; elles sont prêtes à recourir même à la violence dès lors qu'elles sont confrontées à certains obstacles tels que le nationalisme de possession, en violant bien sûr l'intégrité territoriale et la souveraineté des États économiquement et militairement faibles, comme la RDC.

Face à ce processus de mondialisation manifestement dévastateur et déshumanisant, le nationalisme de possession ouvert néanmoins à toutes les bonnes volontés soucieuses de lutter contre la pauvreté de la RDC en particulier et celle de l'Afrique en général, doublée d'un nationalisme de personnalité construit autour des valeurs et d'un engagement ferme d'une bonne gouvernance politique et économique débarrassée de toutes les pesanteurs ethniques, constitue à notre avis un gage pour consolider l'État congolais et lui permettre de jouer le rôle qui est le sien dans la concrétisation du projet panafricaniste, de concert avec les autres États africains.

Notes

1. Expression que nous forçons pour approcher le concept classique de nationalisme vers une explication et une compréhension plus précises de l'expérience congolaise du nationalisme à l'ère de la mondialisation. Nous l'utiliserons avec un autre concept que nous forçons également, celui de nationalisme de personnalité.
2. Groupe de Binza : groupe de politiciens congolais proches de la CIA.

Références

- Abdel-Malek, Anouar, 1967, « Sociologie du développement national : problème de conceptualisation » in *Revue de l'Institut de Sociologie*.
- Aron, Raymond, 1959, *La sociologie industrielle et la guerre*, Paris, éd. Plon.
- Baracetyse, Pierre, 1999, *L'enjeu géopolitique des transnationales minières au Congo*, Buzet.
- Bongeli, Yeikelo, 2003, *Sociologie et sociologues africains. Pour une recherche sociale citoyenne au Congo-Kinshasa*, Paris, éd. L'Harmattan.
- Bongeli, Yeikelo, 2002, *Sociologie de la mondialisation*, Kinshasa.
- Braeckman, Colette, 1992, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, Paris, Fayard.
- De Schrevel, M., 1967, « Approche conceptuelle du problème du nationalisme en Afrique », in *Cahiers Economiques et Sociaux*, vol.V, n°4.
- Fougeyrollas, Pierre, 1968, *Pour une France fédérale. Vers l'unité européenne par la révolution régionale*, Paris, éd. Denoël.
- Ford, Walter, 1943, *La guerre totale au Congo*, Londres, Evans Brothers Limited, (traduit de l'anglais).
- Guéhenno, Jean-Marie, 1995, *La fin de la démocratie*, Paris, éd. Flammarion.
- Ilunga, Kabogno, 1979, « La science politique africaine ou les culs-de-sacs des modèles d'analyse ethnocentriques », in *Revue canadienne des sciences africaines*, vol.13, n°1-2.
- Kabuya, Lumuna, 1986, *Idéologies zairoises et tribalisme. La révolution paradoxale*, Cabay.
- Kibanda, Matungila, 2003, *Les ressources géostratégiques, les conflits armés (1996-2003) et les défis de la paix et de la reconstruction en République démocratique du Congo*, Conférence sous-régionale sur l'Afrique centrale, 4-5 octobre, Douala.
- Le Courrier*, juillet-août 1997, n°164.
- Lochak, Daniel, 1985, *Étrangers : de quel droit ?*, Paris, édition PUF, (1ère édition).
- Martens, Ludo, 1985, *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, Anvers, édition EPO.
- Marysse, Stefaan, 1997, *La libération du Congo dans le contexte de la mondialisation*, Université d'Anvers.
- Morin Edgar et Naïr Sami, 1997, *Une politique de civilisation*, Paris, éd. Arléa.
- Muhemmedi, Sudi, 2000, *Mondialisation et remise en cause de la souveraineté de la RDC : exploitation illicite des ressources naturelles par les transnationales minières dans les provinces occupées*, Université de Kinshasa, Département de Sciences politiques et Administratives (inédit).
- Mwabila, Malela, 1995, *De la déraison à la raison. Appel aux intellectuels congolais pour un débat sur la société*, Nouvelles éditions Sois prêt.

- M'zee Kabila, Laurent, 2000, *De l'édification du Pouvoir populaire au Congo*, Secrétariat général des CPP, Département de l'organisation politique et idéologique, Kinshasa.
- Nzongola, Ntalaja, 1970, « Les classes sociales et la révolution anticoloniale au Congo-Kinshasa : le rôle de la bourgeoisie, in *Cahiers Économiques et Sociaux*, vol.3, n°3, septembre.
- Nzongola, Ntalaja, 2003, *Discours-programme à la Conférence sous-régionale pour l'Afrique centrale marquant le 30e anniversaire du CODESRIA*, 4-5 octobre, Douala.
- ONU (Conseil de sécurité), 2001, « Le rapport du groupe d'experts de l'ONU consacré à l'exploitation des ressources naturelles et autres formes de richesse de la RDC », 12 avril.
- ONU (Conseil de sécurité), 2002, « Le rapport du groupe d'experts de l'ONU consacré à l'exploitation des ressources naturelles et autres formes de richesse de la RDC », 16 octobre.
- ONU (Conseil de sécurité), 2003, « Le rapport du groupe d'experts de l'ONU consacré à l'exploitation des ressources naturelles et autres formes de richesse de la RDC », 23 octobre.
- Poulantzas, N., 1978, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, éd. PUF.
- Ramonet, Ignacio, 1999, « Nouveau siècle » in *Le Monde diplomatique*, janvier.
- Sargent, Lyman T., 1987, *Les idéologies politiques contemporaines*, Paris, éd. Nouveaux horizons, (7e édition).
- Stiglitz, Joseph, 2002, *La grande désillusion*, Paris, éd. Fayard (traduit de l'anglais).
- Sureau, François, 1988, *L'indépendance à l'épreuve*, Paris, éd. Odile et Jacob.
- Toussaint, Eric, 1998, *La bourse ou la vie. La finance contre les peuples*, Bruxelles, éd. Lucpire.